

République Française

Arrondissement d'Aubusson

Conseil Municipal Commune de Faux-la-Montagne

Séance du 21 janvier 2026

L'an deux mille vingt-six, le vingt et un janvier à vingt heures, le Conseil municipal de la Commune de Faux-la-Montagne dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la mairie de de Faux-la-Montagne sous la présidence de Madame Catherine Moulin, Maire.

Convocation du conseil le 11/01/2026

Présents : Présent-es : Christophe BAUMGARTEN, Alain DETOLLE, Francis HOEZELLE, Olivier MARTIN, Régis MOREL, Catherine MOULIN, Françoise ROMANET, Nathalie VERGEON.

Absent-es : Victoire BEAUJOU , Catherine LESNES, Noémie SERRU.

Pouvoirs :

Catherine Lesnes à Françoise Romanet

Victoire Beaujou à Catherine Moulin

Absent.e.s excusés : Catherine Lesnes, Victoire Beaujou

Secrétaire : Francis Hozelle, sur proposition et validation du Conseil.

Nombre de membres composant le conseil :		DELIBERATION Arrivée en Préfecture le : Publiée le : Exécutoire le :
En exercice : 11		
Présents : 8		
Représentés : 2		
Absents/Excusés : 3		
SENS DU VOTE		
Unanimité	Majorité	Rejet
OUI	Nombre de voix pour :0	
	Nombre de voix contre :0	
	Abstention :0	

MOTION 2: Pour une vraie liaison Bordeaux-Lyon par le Massif Central

Non à une liaison Bordeaux-Lyon qui ignore le Massif Central

La SNCF vient d'annoncer l'ouverture d'une liaison TGV entre Bordeaux et Lyon. Mais au lieu de s'appuyer sur la ligne historique qui traverse le centre de la France, ce train passera... par la région parisienne, via Massy.

Une transversale Bordeaux-Lyon qui monte à Paris : voilà ce qu'on nous propose aujourd'hui.

Cette décision est incompréhensible, inacceptable et profondément injuste.

Le Premier ministre affirme vouloir « décentraliser », « redonner du pouvoir aux territoires ».

Mais dans les faits, l'État comme la SNCF re-centralisent les mobilités, concentrent les investissements et organisent le contournement systématique du Massif central.

On parle de décentralisation dans les discours, mais on décentralise... sur Paris dans les décisions.

Depuis des années, les lignes du centre de la France se dégradent faute d'entretien. On nous explique désormais qu'un train ne peut plus y rouler : mais qui a laissé nos infrastructures déperir ?

Les territoires du centre de la France n'ont pas demandé moins de trains : ils ont demandé qu'on entretienne les lignes existantes.

Résultat : des temps de parcours interminables, des correspondances absurdes, l'obligation de prendre la voiture, des entreprises pénalisées, des habitants assignés à résidence ferroviaire.

L'égalité entre les territoires n'est plus un principe : elle devient un souvenir.

Nous refusons une décision qui enterre la transversale historique

Cette nouvelle offre condamne encore davantage la réouverture d'une liaison ferroviaire directe, moderne et efficace entre Bordeaux et Lyon par le Massif central :

- indispensable pour l'aménagement équilibré du territoire national,
- indispensable pour relier entre elles les métropoles régionales autrement que par Paris,
- indispensable pour donner une perspective à la Creuse, l'Allier, la Corrèze, la Haute-Vienne, le Puy-de-Dôme et l'ensemble du centre de la France.

Nous refusons d'être considéré comme des citoyens de seconde zone

Décider depuis Paris, au mépris de la géographie, de l'histoire ferroviaire et des besoins réels des habitants, revient à condamner nos territoires à un lent déclin.

Sacrifier le Massif central, c'est sacrifier l'équilibre national.

La France ne peut pas se construire autour d'un seul axe.

Notre conseil municipal demande :

- 1. La relance d'une véritable liaison ferroviaire Bordeaux-Lyon en train d'équilibre du territoire** par le Massif central, en s'appuyant sur le tracé historique et en engageant enfin les rénovations nécessaires. Cette desserte pourrait être pensée sur le modèle du Nantes-Lyon qui fonctionne très bien.
- 2. Une politique d'aménagement du territoire cohérente, fondée sur l'équité entre les régions.**
- 3. Une concertation réelle avec les élus, les acteurs économiques et les habitants concernés.**
- 4. Pour nous habitants et habitantes du Plateau de Millevaches, c'est la double peine car nous venons d'apprendre que la Région Nouvelle-Aquitaine supprime du budget 2026 les réparations d'urgence (15M€) ce qui pourrait conduire à la fermeture de 6 à 7 lignes TER qui desservent nos territoires ruraux (dont la ligne TER 26 Limoges-Ussel).**

L'État assure au minimum l'entretien du réseau ferré. La Région et l'État choisissent d'investir dans les TGV-LGV (vers Dax et Toulouse) coûteuses et destructrices, au détriment des trains du quotidien ou des lignes existantes (POLT, Lyon par le Massif Central).

A Faux la Montagne le 22 Janvier 2026

La Maire
Catherine MOULIN



L'adjoint
F. Hoegelle

